

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RECUEIL DES ARRÊTS,
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

AFFAIRE DE L'INTERHANDEL

(SUISSE c. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE)

DEMANDE EN INDICATION
DE MESURES CONSERVATOIRES

ORDONNANCE DU 24 OCTOBRE 1957

1957

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

REPORTS OF JUDGMENTS,
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

INTERHANDEL CASE

(SWITZERLAND *v.* UNITED STATES OF AMERICA)

REQUEST FOR THE INDICATION
OF INTERIM MEASURES OF PROTECTION

ORDER OF OCTOBER 24th, 1957

La présente ordonnance doit être citée comme suit :

« *Affaire de l'Interhandel (mesures conservatoires),*
Ordonnance du 24 octobre 1957: C. I. J. Recueil 1957, p. 105. »

This Order should be cited as follows :

“*Interhandel Case (interim measures of protection),*
Order of October 24th, 1957: I.C.J. Reports 1957, p. 105.”

N° de vente : **169**
Sales number

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

ANNÉE 1957

24 octobre 1957

AFFAIRE DE L'INTERHANDEL

(SUISSE c. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE)

DEMANDE EN INDICATION
DE MESURES CONSERVATOIRES

ORDONNANCE

Présents : M. BADAWI, *Vice-Président faisant fonction de Président en l'affaire* ; M. HACKWORTH, *Président* ; MM. GUERRERO, BASDEVANT, WINIARSKI, ZORIČIĆ, KLAESTAD, READ, ARMAND-UGON, KOJEVNIKOV, Sir Muhammad ZAFRULLA KHAN, Sir Hersch LAUTERPACHT, MM. MORENO QUINTANA, CÓRDOVA, WELLINGTON KOO, *Juges* ; M. Paul CARRY, *Juge ad hoc* ; M. LÓPEZ OLIVÁN, *Greffier*.

LA COUR,

ainsi composée,

après délibéré en Chambre du Conseil,

vu les articles 41 et 48 du Statut de la Cour,

vu l'article 61 du Règlement de la Cour,

vu la requête introductive d'instance de la Confédération suisse, datée du 1^{er} octobre 1957 et remise au Greffier le 2 octobre, soumettant à la Cour un différend entre la Confédération suisse et les États-Unis d'Amérique, requête par laquelle la Cour est priée de

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

 YEAR 1957

October 24th, 1957

 1957
 October 24th
 General List
 No. 34

INTERHANDEL CASE

(SWITZERLAND *v.* UNITED STATES OF AMERICA)
 REQUEST FOR THE INDICATION
 OF INTERIM MEASURES OF PROTECTION

 ORDER

Present: Vice-President BADAWI, *Acting President; President* HACKWORTH; *Judges* GUERRERO, BASDEVANT, WINIARSKI, ZORIČIĆ, KLAESTAD, READ, ARMAND-UGON, KOJEVNIKOV, Sir Muhammad ZAFRULLA KHAN, Sir Hersch LAUTERPACHT, MORENO QUINTANA, CÓRDOVA, WELLINGTON KOO; M. Paul CARRY, *Judge ad hoc; Registrar* LÓPEZ OLIVÁN.

THE COURT,

composed as above,

after deliberation,

having regard to Articles 41 and 48 of the Statute of the Court,

having regard to Article 61 of the Rules of Court,

having regard to the Application, dated October 1st, 1957, and handed to the Registrar on October 2nd, instituting proceedings by the Swiss Confederation and submitting to the Court a dispute between the Swiss Confederation and the United States of America, in which the Court is asked:

« Dire et juger, tant en présence qu'en l'absence dudit Gouvernement [des États-Unis d'Amérique], après avoir examiné les thèses des Parties,

1. que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique est tenu de restituer les avoirs de la Société internationale pour participations industrielles et commerciales S. A. (Interhandel) à cette société;
2. subsidiairement que le différend est de nature à être soumis à la juridiction, à l'arbitrage ou à la conciliation dans les conditions qu'il appartiendra à la Cour de déterminer. »

Vu la lettre du 3 octobre 1957, remise au Greffier le même jour, par laquelle l'agent du Gouvernement suisse, dont la désignation avait été notifiée par la requête introductive d'instance, demande à la Cour, en se référant aux articles 41 du Statut et 61 du Règlement relatifs à l'indication de mesures conservatoires:

« de bien vouloir indiquer qu'en attendant la décision définitive en l'instance introduite par la requête en date du 1^{er} octobre,

- a. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique est invité à ne se dessaisir par aucune mesure législative, judiciaire, administrative ou exécutive des biens qui sont réclamés comme propriété suisse dans les conclusions de la requête introductive d'instance suisse du 1^{er} octobre, tant que la procédure relative à ce différend est pendante devant la Cour internationale de Justice.
- b. En particulier, le Gouvernement des États-Unis est invité à ne pas procéder à la vente des actions de la « General Aniline and Film Corporation » revendiquées par le Gouvernement fédéral suisse comme propriété de ses ressortissants, tant que la procédure relative à ce différend est pendante.
- c. En général, le Gouvernement des États-Unis doit faire en sorte que nulle mesure quelconque ne soit prise de nature à porter préjudice au droit de la Suisse à l'exécution de l'arrêt que la Cour rendra soit sur le fond, soit sur la conclusion subsidiaire. »

Rend l'ordonnance suivante :

Considérant que, le 2 octobre 1957, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a été avisé par la voie télégraphique du dépôt de la requête introductive d'instance dont une copie lui a en même temps été transmise par lettre; et que, le 3 octobre 1957, les conclusions énoncées dans la demande en indication de mesures conservatoires lui ont été communiquées par la voie télégraphique, le texte de cette demande lui ayant été transmis en même temps par lettre;

Considérant que la demande en indication de mesures conservatoires a été notifiée au Secrétaire général des Nations Unies avec une référence à l'article 41, paragraphe 2, du Statut;

“To adjudge and declare, whether the Government of the United States of America appears or not, after considering the contentions of the Parties,

1. that the Government of the United States of America is under an obligation to restore the assets of the *Société internationale pour participations industrielles et commerciales S.A.* (Interhandel) to that company;
2. in the alternative, that the dispute is one which is fit for submission for judicial settlement, arbitration or conciliation under the conditions which it will be for the Court to determine.”

Having regard to the letter dated October 3rd, 1957, and handed to the Registrar on that day, in which the Agent for the Swiss Government, whose appointment had been notified in the Application instituting proceedings, referred to Article 41 of the Statute and Article 61 of the Rules, relating to the indication of provisional measures, and asked the Court:

“pending a final decision in the proceedings instituted by the Application of October 1st, to indicate the following measures:

- (a) The Government of the United States of America is requested to take no legislative, judicial, administrative or executive step to part with the property which is claimed to be Swiss property in the submissions of the Swiss Application of October 1st instituting proceedings, so long as the case concerning this dispute is pending before the International Court of Justice.
- (b) In particular, the Government of the United States is requested not to sell the shares of the General Aniline and Film Corporation claimed by the Swiss Federal Government as the property of its nationals, so long as the proceedings in this dispute are pending.
- (c) In general, the Government of the United States should so act that no measure whatever is taken which would prejudice the right of Switzerland to execution of the judgment which the Court will deliver, either on the merits or on the alternative submission.”

Makes the following Order:

Whereas the Government of the United States of America was, on October 2nd, 1957, notified by telegram of the filing of the Application instituting proceedings, of which a copy was at the same time transmitted to it by letter; and whereas the submissions set forth in the request for the indication of interim measures of protection were, on October 3rd, 1957, communicated to that Government, the text of the request being at the same time transmitted to it by letter;

Whereas the request for the indication of interim measures of protection was notified to the Secretary-General of the United Nations with a reference to Article 41, paragraph 2, of the Statute;

Considérant que, le 8 octobre 1957, le Gouvernement suisse, en la personne du co-agent désigné par lui, et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, en la personne du secrétaire d'État, ont été avisés que la Cour tiendrait audience le 12 octobre 1957 pour entendre les Parties en leurs observations au sujet de la demande en indication de mesures conservatoires;

Vu la lettre du 9 octobre 1957 par laquelle l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique aux Pays-Bas a notifié la désignation par son Gouvernement d'un agent et d'un co-agent en l'affaire;

Vu la lettre du 10 octobre 1957 par laquelle l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique aux Pays-Bas a informé le Greffier de l'intention de son Gouvernement de soulever une exception préliminaire relative à l'instance introduite devant la Cour par le Gouvernement suisse, ajoutant que cette exception serait déposée au Greffe par les agents des États-Unis d'Amérique le 11 octobre dans les termes suivants:

« Exception préliminaire des États-Unis d'Amérique:

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, par l'intermédiaire de ses co-agents Loftus Becker et Dallas S. Townsend, dépose par la présente une exception préliminaire, aux termes de l'article 62 du Règlement de la Cour, dans l'instance introduite par le Gouvernement de la Suisse en l'affaire de l'Interhandel, par requête du 1^{er} octobre 1957, pour autant que cette requête se rapporte à la vente ou aux autres mesures de disposition des actions de la General Aniline and Film Corporation actuellement détenues par le Gouvernement des États-Unis. Le Gouvernement des États-Unis a décidé que la vente ou la disposition des actions de la Société américaine, dont le titre de propriété est détenu par le Gouvernement des États-Unis dans l'exercice de son autorité souveraine, est une question qui relève essentiellement de sa compétence nationale. En conséquence, en application du paragraphe *b*) des conditions attachées à l'acceptation par ce pays de la juridiction obligatoire de la Cour en date du 14 août 1946, ce pays refuse respectueusement, sans préjudice de toutes autres exceptions préliminaires qu'il pourrait soulever, de soumettre à la compétence de la Cour la question de la vente ou de la disposition desdites actions. »

Considérant que le 10 octobre 1957, copie du texte précité a été remise au co-agent du Gouvernement suisse, et que, le 11 octobre, ledit texte a été confirmé sous la signature des co-agents du Gouvernement des États-Unis d'Amérique;

Considérant que, la Cour ne comptant pas sur le siège de juge de nationalité suisse, le Gouvernement suisse s'est prévalu de l'article 31, paragraphe 2, du Statut et a désigné pour siéger en qualité de juge *ad hoc* M. Paul Carry, professeur à la faculté de droit de l'université de Genève; et que le Président de la Cour se trouvant être le ressortissant d'une des Parties en cause a,

Whereas on October 8th, 1957, the Swiss Government, through the Co-Agent appointed by it, and the Government of the United States of America, through the Secretary of State, were notified that the Court would sit on October 12th, 1957, to hear the observations of the Parties on the request for the indication of interim measures of protection;

Having regard to the letter of October 9th, 1957, by which the Ambassador to the Netherlands of the United States of America notified the appointment by his Government of an Agent and a Co-Agent for the case;

Having regard to the letter of October 10th, 1957, by which the Ambassador to the Netherlands of the United States of America informed the Registrar of the intention of his Government to raise a preliminary objection in connection with the proceedings instituted before the Court by the Government of Switzerland and adding that this objection would be filed in the Registry by the Agents for the United States of America on October 11th in the following terms:

“Preliminary objection of the United States of America:

The Government of the United States of America, through its Co-Agents Loftus Becker and Dallas S. Townsend, herewith files a preliminary objection under Article 62 of the Rules of the Court, to the proceedings instituted by the Government of Switzerland in the Interhandel case by its application of October 1, 1957, in so far as that application relates to the sale or other disposition of the shares of General Aniline and Film Corporation now held by the United States Government. The United States Government has determined that such sale or disposition of the shares in the American corporation, title to which is held by the United States Government in the exercise of its sovereign authority, is a matter essentially within its domestic jurisdiction. Accordingly, pursuant to paragraph (b) of the conditions attached to this country's acceptance of the Court's compulsory jurisdiction, dated August 14, 1946, this country respectfully declines, without prejudice to other and further preliminary objections which it may file, to submit the matter of the sale or disposition of such shares to the jurisdiction of the Court.”

Whereas on October 10th, 1957, a copy of the above text was communicated to the Co-Agent for the Swiss Government, and whereas that text was confirmed and signed by the Co-Agents for the Government of the United States of America;

Whereas, the Court not including upon the Bench a Judge of Swiss nationality, the Swiss Government availed itself of the provisions of Article 31, paragraph 2, of the Statute to choose M. Paul Carry, Professor of the Law Faculty of the University of Geneva, to sit as Judge *ad hoc*; and whereas the President of the Court, being a national of one of the Parties to the case, has transferred

pour la présente affaire, cédé la présidence au Vice-Président, conformément à l'article 13, paragraphe 1, du Règlement;

Considérant qu'au cours des audiences tenues les 12 et 14 octobre 1957, la Cour, en application de l'article 61, paragraphe 8, du Règlement, a entendu, en leurs observations, M. Paul Guggenheim, au nom du Gouvernement suisse, et MM. Loftus Becker et Dallas S. Townsend, au nom du Gouvernement des États-Unis d'Amérique;

Considérant que, par lettre du 16 octobre 1957, l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique aux Pays-Bas a communiqué le texte du télégramme ci-après, qui lui avait été adressé par le département de la Justice des États-Unis d'Amérique:

« Pétition Chemie acceptée. La Cour invite conseils « à discuter « entre autres choses si la *District Court* était fondée à débouter le « pétitionnaire de sa réclamation, par application de la règle 37 (B), « en donnant comme motif qu'il n'a pas obéi à l'ordonnance pres- « crivant de produire des documents, rendue en application de la « règle 34, nonobstant l'absence de preuves et de constatation que « le pétitionnaire ait « refusé d'obéir » à l'ordonnance ». Pétitions Attenhofer et Kaufman rejetées. »

Considérant que dans cette lettre, dont copie a été transmise le même jour au co-agent du Gouvernement suisse, l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique aux Pays-Bas énonçait l'espoir de pouvoir développer cette information, le moment venu;

Considérant que, par lettre du 18 octobre 1957 de l'ambassadeur de Suisse aux Pays-Bas, le co-agent du Gouvernement suisse a fait part de la remarque que la communication du Gouvernement des États-Unis d'Amérique n'affectait en aucune manière les conclusions a), b) et c) de la demande en indication de mesures conservatoires, conclusions qui ont été confirmées au nom du Gouvernement suisse au cours des audiences;

Considérant que, le même jour, copie de la lettre de l'ambassadeur de Suisse a été transmise à l'agent du Gouvernement des États-Unis d'Amérique;

Considérant que, par lettre du 19 octobre 1957, l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique aux Pays-Bas a informé le Greffier que son Gouvernement, par l'entremise de son agent et de son co-agent, l'avait chargé de lui transmettre l'exposé ci-après:

1. A l'audience publique du 12 octobre 1957, le co-agent Dallas S. Townsend a, pour les États-Unis d'Amérique, déclaré ce qui suit:

« L'I. G. Chemie a épuisé sans succès tous ses moyens de recours devant la Cour suprême et, après expiration des six mois de grâce accordés sans que la société en cause ait fourni les documents demandés, la *District Court* a enregistré l'ordonnance et en 1956

the Presidency for the present case to the Vice-President in accordance with Article 13, paragraph 1, of the Rules;

Whereas in the course of hearings held on October 12th and 14th, 1957, the Court, in accordance with Article 61, paragraph 8, of the Rules, heard the observations of M. Paul Guggenheim, on behalf of the Swiss Government, and of the Honorable Loftus Becker and the Honorable Dallas S. Townsend, on behalf of the Government of the United States of America;

Whereas by letter of October 16th, 1957, the Ambassador to the Netherlands of the United States of America transmitted the text of the following telegram which had been addressed to him by the Department of Justice of the United States of America:

“Chemie Petition granted. Court invites counsel ‘to discuss among other things the power of the District Court to dismiss and the propriety of the dismissal of petitioner’s complaint under Rule 37 (B), for failure to obey its order for production of documents issued under Rule 34, in the absence of evidence and of finding that petitioner “refuses to obey” such order’. Attenhofer and Kaufman petitions denied.”

Whereas in the said letter, a copy of which was the same day transmitted to the Co-Agent for the Swiss Government, the Ambassador to the Netherlands of the United States of America expressed the hope that he would be able to amplify this information in due course;

Whereas by letter of October 18th, 1957, from the Swiss Ambassador to the Netherlands, the Co-Agent for the Swiss Government submitted the observation that the communication of the Government of the United States of America in no way affected the conclusions set out under (a), (b) and (c) of the request for the indication of interim measures of protection, which conclusions had been confirmed on behalf of the Swiss Government in the course of the hearings;

Whereas a copy of the letter from the Swiss Ambassador was the same day transmitted to the Agent for the Government of the United States of America;

Whereas by letter of October 19th, 1957, the Ambassador to the Netherlands of the United States of America informed the Registrar that his Government, through its Agent and its Co-Agent, had requested him to transmit the following statement:

1. At the public sitting of October 12, 1957, Co-Agent Dallas S. Townsend, for the United States of America, stated as follows:

“Chemie unsuccessfully exhausted its appellate remedies to the Supreme Court, and when the six months period of grace had expired, without Chemie making the production, the District Court entered the order and in 1956 held that Chemie’s complaint

déclaré tenir l'I. G. Chemie pour déboutée de son action. Cette société introduisit un nouveau recours sans succès devant la *Court of Appeals*, essayant ainsi de rouvrir la procédure. La *Court of Appeals* a confirmé le jugement et l'I. G. Chemie fait maintenant un nouvel effort pour rouvrir l'instance en la soumettant à la Cour suprême, devant laquelle elle se présente une seconde fois, en demandant la révision de la décision de la *Court of Appeals*. Cette demande est actuellement pendante devant la Cour suprême. » (Compte rendu 57/26, p. 51 de la traduction.)

2. Dans l'après-midi du 14 octobre 1957 (heure de Washington), plusieurs heures après la clôture de l'audience de la Cour pour ce jour là, à 11 heures 39, la Cour suprême des États-Unis d'Amérique a admis la pétition mentionnée ci-dessus de l'I. G. Chemie (Interhandel) tendant à obtenir révision de la décision de la Cour d'appel, en rendant l'ordonnance suivante :

« Numéro 348. Société internationale pour participations industrielles et commerciales, S. A. Brownell. *Court of Appeals* des États-Unis pour le circuit du District de Columbia. *Certiorari* accordé. Les conseils sont invités à discuter entre autres choses si la *District Court* était fondée à débouter les pétitionnaires de leur réclamation, par application de la règle 37 (B) (2) des F. R. C. P. [*Federal rules of Civil procedure*], en donnant comme motif qu'ils n'ont pas obéi à son ordonnance leur prescrivant de produire des documents, rendue en application de la règle 34 des F. R. C. P., nonobstant l'absence de preuves et de constatation que le pétitionnaire ait « refusé d'obéir » à l'ordonnance. »

3. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique désire déclarer expressément qu'il maintient l'exception préliminaire qu'il a déposée le 11 octobre 1957 et les motifs invoqués en plaidoirie par son agent et son co-agent le 12 et le 14 octobre 1957, afin d'expliquer pourquoi il ne devrait être indiqué aucune mesure conservatoire concernant la vente ou la disposition des actions de la General Aniline and Film Corporation. A titre d'information pour la Cour, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique n'a pas l'intention, pour le moment, de prendre des mesures en vue de fixer des délais pour la vente de ces actions. »

Considérant que, le même jour, copie de la lettre de l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique aux Pays-Bas a été transmise au co-agent du Gouvernement suisse ;

Considérant que, par lettre du 19 octobre 1957, remise au Greffe le 20 octobre, l'ambassadeur de Suisse aux Pays-Bas a fait de la part du co-agent du Gouvernement suisse la communication ci-après :

« La position du Gouvernement suisse à l'égard de cette communication est la suivante :

1. Le Gouvernement suisse prend acte du fait que le Gouvernement des États-Unis a informé la Cour internationale de Justice qu'il « is not taking action at the present time to fix a time schedule for the sale of such shares », donc les actions de la General Aniline

stood dismissed. Again Chemie appealed unsuccessfully to the Court of Appeals and in this way attempted to get back into the case. The Court of Appeals affirmed and now Chemie, in its second trip to the Supreme Court, is making another effort to get back into the case by petitioning the Supreme Court to review the decision of the Court of Appeals. This petition is now pending before the Supreme Court of the United States." (Verbatim Record, p. 44.)

2. In the afternoon (Washington time) October 14, 1957, many hours after the adjournment on that day of the sitting of this Court at 11.39 a.m., the Supreme Court of the United States of America granted the above-mentioned petition of I.G. Chemie (Interhandel) to review the decision of the Court of Appeals, by issuing the following order:

"Number 348. Société internationale pour participations industrielles et commerciales, S. A. Brownell. United States Court of Appeals for the District of Columbia circuit. Certiorari granted. Counsel are invited to discuss, among other things, the power of the District Court to dismiss, and the propriety of its dismissal, of petitioner's complaint, under rule 37 (B) (2) of F.R.C.P. [Federal Rules of Civil Procedure], for failure to obey its order, for production of documents, issued under rule 34 of F.R.C.P. in the absence of evidence and of finding that petitioner 'refuses to obey' such order."

3. The Government of the United States of America wishes to state expressly that it adheres to its preliminary objection, filed October 11, 1957, and to the reasons given in the arguments of its agent and co-agent of October 12 and October 14, 1957, why no interim measures of protection should be issued with respect to the sale or disposition of the shares of General Aniline and Film Corporation. For the information of Court, the Government of the United States of America is not taking action at the present time to fix a time schedule for the sale of such shares."

Whereas a copy of the letter from the Ambassador to the Netherlands of the United States of America was the same day transmitted to the Co-Agent for the Swiss Government;

Whereas by a letter dated October 19th, 1957, and handed in to the Registry on October 20th the Ambassador of Switzerland to the Netherlands transmitted the following communication from the Co-Agent for the Swiss Government:

"The position of the Swiss Government in regard to this communication is as follows:

1. The Swiss Government takes note of the fact that the Government of the United States has informed the International Court of Justice that it 'is not taking action at the present time to fix a time schedule for the sale of such shares', that is, the shares of the

and Film Corporation, lesquelles, de l'avis du Gouvernement suisse, appartiennent à INTERHANDEL.

2. Cette déclaration a pour conséquence que la vente des actions n'est pas imminente, contrairement à ce que le Gouvernement suisse était en droit de supposer lorsqu'il a déposé, le 3 octobre 1957, sa demande en indication de mesures conservatoires. Toutefois, le Gouvernement suisse se permet d'observer que la déclaration du Gouvernement des États-Unis n'indique pas jusqu'à quel moment la vente des actions est suspendue. Il n'indique pas davantage que cette suspension sera maintenue tant que le différend est pendant devant la Cour. Le Gouvernement suisse serait heureux d'obtenir à ce sujet de plus amples informations de la part du Gouvernement des États-Unis afin de pouvoir se rendre compte de la portée exacte de la déclaration susmentionnée. Ces renseignements sont d'autant plus importants que le Gouvernement des États-Unis confirme, dans sa déclaration, l'attitude adoptée par ses représentants devant la Cour, attitude selon laquelle il appartient aux États-Unis de décider quelles questions relèvent de leur compétence nationale. En conséquence, le Gouvernement américain a maintenu sa décision de faire figurer dans cette compétence exclusive le droit de procéder à la vente des actions.

3. Enfin, le Gouvernement suisse se permet de rappeler à la Cour, ainsi qu'au Gouvernement des États-Unis, que sa demande de mesures conservatoires n'a pas seulement été présentée en vue de prévenir le danger d'une vente prochaine des actions de la General Aniline and Film Corporation. Comme il ressort de la demande elle-même, ainsi que des déclarations du co-agent suisse à l'audience de la Cour du 12 octobre 1957, cette demande tend, d'une manière générale, à assurer l'exécution de la future décision de la Cour pour le cas où cette dernière serait favorable à la Suisse.

4. Le Gouvernement suisse ayant de son côté reçu directement du Gouvernement des États-Unis la déclaration qu'il a adressée à la Cour et qui est reproduite dans la lettre du Greffier du 19 octobre 1957, le Département politique fédéral a tenu à communiquer ce qui précède, également, au Gouvernement des États-Unis. »

Considérant que copie de cette communication a été transmise à l'agent du Gouvernement des États-Unis d'Amérique le 20 octobre 1957;

Considérant que la Suisse et les États-Unis d'Amérique ont accepté par les déclarations souscrites en leur nom la juridiction obligatoire de la Cour sur la base de l'article 36, paragraphe 2, du Statut;

Considérant que par son objet le présent différend tombe sous l'application dudit paragraphe;

Considérant que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a opposé à la demande en indication de mesures conservatoires la réserve par laquelle il a exclu de sa déclaration les questions relevant essentiellement de sa compétence nationale telle qu'elle

General Aniline and Film Corporation, which, in the opinion of the Swiss Government, belong to INTERHANDEL.

2. The effect of this declaration is that the sale of the shares is not imminent, contrary to what the Swiss Government was entitled to assume when, on October 3rd, 1957, it filed its request for interim measures of protection. The Swiss Government would, however, point out that the declaration of the Government of the United States does not indicate for how long the sale of the shares will be suspended. Nor does it indicate that this suspension will be maintained so long as the dispute is pending before the Court. The Swiss Government would be happy to receive fuller information from the Government of the United States on this point, to enable it to appreciate the exact purport of the above-mentioned declaration. Such information is the more necessary inasmuch as the Government of the United States confirms, in its declaration, the attitude adopted by its representatives before the Court, to the effect that it is for the United States to decide what matters fall within its domestic jurisdiction. As a consequence, the American Government has maintained its decision to include within this exclusive jurisdiction the right to proceed to a sale of the shares.

3. Lastly, the Swiss Government ventures to recall to the Court and to the Government of the United States that its request for interim measures of protection was presented not only for the purpose of preventing the danger of an imminent sale of the shares of the General Aniline and Film Corporation. As appears from the request itself, and from the statements of the Swiss Co-Agent at the sitting of the Court on October 12th, 1957, the request is designed in general to ensure the execution of the subsequent decision of the Court, should that decision be in favour of Switzerland.

4. The Swiss Government, having received direct communication from the Government of the United States of the declaration addressed to the Court, which is set out in the Registrar's letter of October 19th, 1957, the Federal Political Department has thought it proper similarly to communicate the foregoing to the Government of the United States."

Whereas a copy of the above communication was on October 20th, 1957, transmitted to the Agent for the Government of the United States;

Whereas Switzerland and the United States of America have, by Declarations made on their behalf, accepted the compulsory jurisdiction of the Court on the basis of Article 36, paragraph 2, of the Statute;

Whereas by its subject-matter the present dispute falls within the purview of that paragraph;

Whereas the Government of the United States of America has invoked, against the request for the indication of interim measures of protection, the reservation by which it excluded from its Declaration matters essentially within its domestic jurisdiction as deter-

est fixée par les États-Unis et qu'en conséquence « il refuse respectueusement ... de soumettre à la compétence de la Cour la question de la vente ou de la disposition des actions de ladite société »;

Considérant qu'à l'audience, le co-agent du Gouvernement suisse a contesté cette réserve pour divers motifs et qu'il a énoncé que, dans l'examen d'une demande en indication de mesures conservatoires, la Cour ne voudrait pas se prononcer « sur une question aussi complexe et délicate que la validité de la réserve américaine »;

Considérant que la procédure applicable aux demandes en indication de mesures conservatoires fait l'objet dans le Règlement de la Cour de dispositions énoncées dans l'article 61 et figurant, ainsi que d'autres procédures, sous la rubrique: « Règles particulières »;

Considérant que l'examen du moyen soulevé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique exige l'emploi d'une procédure différente, celle qui est déterminée par l'article 62 du Règlement, et que, si ce moyen est maintenu, celui-ci devra, le moment venu, être examiné par la Cour conformément à cette procédure;

Considérant que la demande en indication de mesures conservatoires doit en conséquence être examinée conformément à la procédure fixée par l'article 61;

Considérant enfin que la décision rendue à la suite de cette procédure ne préjuge en rien la question de la compétence de la Cour pour connaître au fond de l'affaire et laisse intact le droit du défendeur de faire valoir ses moyens pour contester cette compétence;

Considérant que le Gouvernement suisse, par sa demande présentée le 3 octobre tendant à faire indiquer par la Cour « les mesures conservatoires qui devraient être prises pour sauvegarder les droits du Gouvernement fédéral suisse », a entendu soumettre cette demande « conformément à l'article 41 du Statut et à l'article 61 du Règlement »;

Considérant que la Cour, pour déterminer la suite à donner à cette demande, doit, conformément à l'article 41 du Statut, apprécier ce que les circonstances exigent pour sauvegarder les droits de chacun en attendant que la Cour rende sa décision;

Considérant que des trois points énoncés dans les conclusions de la Suisse au sujet de sa demande en indication de mesures conservatoires, le second est le seul qui soit formulé en des termes correspondant à l'exigence énoncée dans l'article 61, paragraphe 1, du Règlement et qu'il se rattache à la préoccupation que doit avoir la Cour de sauvegarder les droits que l'arrêt qu'elle aura à rendre pourrait éventuellement reconnaître soit au demandeur, soit au défendeur;

mined by the United States and whereas the Government accordingly "respectfully declines ... to submit the matter of the sale or disposition of such shares to the jurisdiction of the Court";

Whereas at the hearing the Co-Agent of the Swiss Government challenged this reservation, on a number of grounds, and stated that, in its examination of a request for the indication of interim measures of protection, the Court would not wish to adjudicate "upon so complex and delicate a question as the validity of the American reservation";

Whereas the procedure applicable to requests for the indication of interim measures of protection is dealt with in the Rules of Court by provisions which are laid down in Article 61 and which appear, along with other procedures, in the section entitled: "Occasional Rules";

Whereas the examination of the contention of the Government of the United States requires the application of a different procedure, the procedure laid down in Article 62 of the Rules of Court, and whereas, if this contention is maintained, it will fall to be dealt with by the Court in due course in accordance with that procedure;

Whereas the request for the indication of interim measures of protection must accordingly be examined in conformity with the procedure laid down in Article 61;

Whereas, finally, the decision given under this procedure in no way prejudges the question of the jurisdiction of the Court to deal with the merits of the case and leaves unaffected the right of the Respondent to submit arguments against such jurisdiction;

Whereas the Swiss Government, by its request of October 3rd for the indication by the Court "of the interim measures of protection which should be taken in order to safeguard the rights of the Swiss Federal Government" purported to submit its request "in conformity with Article 41 of the Statute and Article 61 of the Rules of Court";

Whereas the Court, in order to decide what action should be taken in pursuance of the request, must, in accordance with Article 41 of the Statute, ascertain what is required by the circumstances to preserve the respective rights of the Parties pending the decision of the Court;

Whereas, of the three points set forth in the submissions of Switzerland with regard to its request for the indication of interim measures of protection, the second is the only one which is formulated in terms fulfilling the requirement laid down in Article 61, paragraph 1, of the Rules and which relates to the concern of the Court to preserve the rights which may be subsequently adjudged by the Court to belong either to the Applicant or to the Respondent;

Considérant, en conséquence, que la Cour doit porter son attention sur ce point, à savoir l'invitation au Gouvernement des États-Unis d'Amérique de ne pas procéder à la vente des actions de la *General Aniline and Film Corporation* revendiquées par le Gouvernement suisse comme propriété de ses ressortissants tant que la procédure relative à ce différend est pendante;

Considérant qu'en l'état des informations fournies à la Cour il apparaît que, selon la législation des États-Unis d'Amérique, la vente desdites actions ne peut être effectuée qu'à la suite d'une instance judiciaire actuellement pendante dans ce pays et dont la fin prochaine n'est pas annoncée, que cette vente est par là subordonnée à une décision judiciaire qui rejetterait les prétentions de l'Interhandel;

Considérant d'autre part que, dans l'exposé des vues du Gouvernement des États-Unis d'Amérique transmis à la Cour le 19 octobre 1957, il est énoncé que ce Gouvernement « n'a pas l'intention pour le moment de prendre des mesures en vue de fixer des délais pour la vente de ces actions »;

Considérant que dans ces conditions il n'apparaît pas à la Cour que les circonstances exigent l'indication des mesures conservatoires envisagées dans la demande du Gouvernement fédéral suisse;

Par ces motifs,

LA COUR

dit qu'il n'y a pas lieu d'indiquer des mesures conservatoires.

Fait en français et en anglais, le texte français faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le vingt-quatre octobre mil neuf cent cinquante-sept, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont les autres seront transmis respectivement au Gouvernement de la Confédération suisse et au Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

Le Vice-Président:

(Signé) A. BADAWI.

Le Greffier:

(Signé) J. LÓPEZ OLIVÁN.

Whereas, accordingly, the Court must direct its attention to this point, namely, the request to the Government of the United States not to sell the shares of the General Aniline and Film Corporation claimed by the Swiss Government as the property of its nationals, so long as the proceedings in this dispute are pending;

Whereas in the light of the information furnished to the Court, it appears that, according to the law of the United States, the sale of those shares can only be effected after termination of a judicial proceeding which is at present pending in that country in respect of which there is no indication as to its speedy conclusion, and whereas such a sale is therefore conditional upon a judicial decision rejecting the claims of Interhandel;

Whereas, on the other hand, in the statement of the views of the Government of the United States transmitted to the Court on October 19th, 1957, it is said that that Government "is not taking action at the present time to fix a time schedule for the sale of such shares";

Whereas in the premises it does not appear to the Court that the circumstances require the indication of the provisional measures envisaged in the request of the Swiss Federal Government;

For these reasons,

THE COURT

finds that there is no need to indicate interim measures of protection.

Done in French and English, the French text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this twenty-fourth day of October, one thousand nine hundred and fifty-seven, in three copies, one of which will be placed in the archives of the Court and the others transmitted to the Government of the Swiss Confederation and the Government of the United States of America, respectively.

(Signed) A. BADAWI,
Vice-President.

(Signed) J. LÓPEZ OLIVÁN,
Registrar.

M. KLAESTAD, juge, joint à l'ordonnance l'exposé de son opinion individuelle, à laquelle MM. HACKWORTH, Président, et READ, juge, déclarent se rallier.

Sir Hersch LAUTERPACHT, juge, joint à l'ordonnance l'exposé de son opinion individuelle.

M. WELLINGTON KOO, juge, fait la déclaration suivante:

Je suis d'accord avec la décision de la Cour de ne pas indiquer de mesures conservatoires en l'espèce, mais je regrette de ne pas partager ses vues sur les raisons sur lesquelles se fonde cette décision. A mon avis, la Cour n'a pas compétence pour statuer sur la demande relative à ces mesures. Le Gouvernement des États-Unis a soulevé une exception fondée sur la réserve *b*) de sa déclaration du 14 août 1946, acceptant la juridiction obligatoire de la Cour conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut. La réserve *b*) précise que la déclaration ne s'appliquera pas « ... *b*) aux différends relatifs à des questions relevant essentiellement de la compétence nationale des États-Unis d'Amérique, telle qu'elle est fixée par les États-Unis d'Amérique. ».

Quoique cette exception ait été soulevée par les États-Unis, en vertu de l'article 62 du Règlement de la Cour, sous la forme d'une exception préliminaire à la procédure ouverte par la requête du Gouvernement suisse en date du 1^{er} octobre 1957, « pour autant que cette requête se rapporte à la vente ou autres mesures de disposition des actions de la *General Aniline and Film Corporation*, actuellement détenues par le Gouvernement des États-Unis », cette exception était, en fait, dirigée contre la compétence de la Cour pour indiquer les mesures conservatoires demandées par le Gouvernement suisse le 3 octobre 1957. Ceci a été précisé par l'agent des États-Unis dans sa plaidoirie lors des audiences des 12 et 14 octobre 1957, conformément au paragraphe 8 de l'article 61 du Règlement de la Cour, lorsqu'il a fait valoir que la réserve *b*) à la déclaration d'acceptation des États-Unis excluait la compétence de la Cour dans la question de la vente ou d'autres mesures de disposition des actions de la *General Aniline and Film Corporation* — question dont les États-Unis avaient décidé qu'elle relevait essentiellement de sa compétence nationale dans l'exercice de son droit, ainsi réservé par le paragraphe *b*).

J'estime que cette exception est bien fondée, que la Cour n'est pas compétente pour statuer sur la demande suisse tendant à l'indication de mesures conservatoires et que sa décision devrait être fondée sur ce motif. La raison se rapportant à l'absence d'urgence est une circonstance réelle, mais le fait pour la Cour de fonder sa décision sur ce motif implique

Judge KLAESTAD appends to the Order a statement of his separate opinion, in which President HACKWORTH and Judge READ concur.

Judge Sir Hersch LAUTERPACHT appends to the Order a statement of his separate opinion.

Judge WELLINGTON KOO makes the following declaration:

I agree with the decision of the Court not to indicate provisional measures in the case, but regret that I do not share the reasons upon which it is based. In my view, the Court has no jurisdiction to deal with the request for such measures. The Government of the United States raised an objection based upon Proviso (b) of its Declaration of August 14th, 1946, accepting the compulsory jurisdiction of the Court under paragraph (2) of Article 36 of the Statute. Proviso (b) states that the Declaration shall not apply to "... (b) disputes with regard to matters which are essentially within the domestic jurisdiction of the United States of America as determined by the United States of America".

Although the objection was raised by the United States in the form of a Preliminary Objection, under Article 62 of the Rules of Court, to the proceedings instituted by the Swiss Government's Application of October 1st, 1957, "in so far as that Application relates to the sale or other disposition of the shares of General Aniline and Film Corporation now held by the United States Government", it was, in fact, an objection directed against the Court's jurisdiction to indicate provisional measures, requested by the Swiss Government on October 3rd, 1957. This was made clear by the Agent of the United States in his observations at the proceedings held on October 12th and 14th, 1957, under paragraph 8 of Article 61 of the Rules of Court, when he urged that Proviso (b) to the United States' Declaration of Acceptance excluded the Court's jurisdiction in the matter of the sale or other disposition of the shares of the General Aniline and Film Corporation—a matter which the United States had determined to be essentially within its domestic jurisdiction in exercise of its reserved right under Proviso (b).

I consider that this objection is well founded, that the Court is not competent to deal with the Swiss request for indication of provisional measures and that its decision should be based upon this ground. The reason of lack of urgency is a true circumstance, but the placing of its decision on this ground carries an implication that the Court considers the said Pro-

qu'elle considère ladite réserve *b)* à la déclaration des États-Unis comme inapplicable à la question des mesures conservatoires, alors qu'à mon avis elle est applicable.

M. KOJEVNIKOV, juge, déclare ne pouvoir se rallier à l'ordonnance.

(Paraphé) A. B.

(Paraphé) J. L. O.

INTERHANDEL (INT. MEAS. OF PROTECTION) (ORDER 24 X 57) 114

viso (*b*) to the United States' Declaration is not applicable to the matter of provisional measures, whereas, in my view, it is applicable.

Judge KOJEVNIKOV declares that he is unable to agree with the Order.

(Initialed) A. B.

(Initialed) J. L. O.